

## Candidat à la tête de l'OIF, Pierre Buyoya confronté à son passé putschiste

@rib News, 04/09/2014 â€“ Source AFP L'ancien président burundais Pierre Buyoya a défendu jeudi à Paris sa candidature à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), en soulignant son expérience de la diplomatie et balayant les réserves sur ses prises de pouvoir au Burundi. Pierre Buyoya, président burundais de 1987 à 1993 puis de 1996 à 2003, médiateur respecté en Afrique, où il a notamment travaillé sur des missions au Soudan et en Centrafrique, est actuellement Haut représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel.

Sa candidature se heurte aux réticences de certains pays qui veulent pas d'un secrétaire général ayant accédé au pouvoir à deux reprises par des coups d'Etat. "Je n'ai absolument aucun complexe (...). De mon point de vue, dans la vie politique, ce qui compte, ce n'est pas comment on est venu au pouvoir, ce qui compte, c'est ce qu'on a fait du pouvoir", a-t-il déclaré jeudi, lors d'une conférence de presse à Paris. "C'est vrai, je suis arrivé au pouvoir dans des conditions particulières, mais je crois avoir utilisé le pouvoir pour servir mon pays peut-être mieux que certains qui sont arrivés par des élections directes. Ce qui compte aussi, ce n'est pas comment on est arrivé au pouvoir mais comment on quitte le pouvoir", a-t-il insisté, rappelant qu'il avait rendu le pouvoir lors de ses passages à la présidence et contribué à apaiser et démocratiser son pays. "J'ai, chose assez rare sur le continent, cédé le pouvoir au président élu pacifiquement et je suis parti (en 1993, ndlr)", a-t-il souligné. Il a affirmé avoir "conduit son pays à la paix et à la démocratisation" en remettant en 2003 le pouvoir à son vice-président comme le prévoyaient les accords de paix. "Mon bilan est un atout. Mon atout est ce que j'ai fait du pouvoir au Burundi", a insisté Pierre Buyoya. L'ancien président burundais, qui a rappelé qu'il avait travaillé pour l'OIF de 2004 à 2012 et effectué de nombreuses missions pour l'UA, a assuré avoir une "vision pour l'OIF", avec ses "valeurs de paix, de démocratie, de bonne gouvernance, de droits de l'homme et d'Etat de droit". "L'OIF doit continuer à s'adapter aux changements dans le monde (...). Aujourd'hui, le monde est régi par l'économie et la francophonie doit avoir cette dimension (...). On croira en cette institution si elle peut se rendre utile au niveau des Etats et des populations", a-t-il estimé, promettant des "rapports de partenariat" et non plus "d'assistance" entre pays du Nord et du Sud. Le nouveau secrétaire général doit être nommé lors du sommet de l'OIF de Dakar fin novembre. L'ancienne Gouverneure générale du Canada Michaëlle Jean et l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'île Maurice, Jean-Claude de l'Estrac, figurent aussi parmi les candidats. Le nouveau secrétaire succédera à l'ancien président sénégalais Abdou Diouf qui dirige l'organisation depuis 2003 et n'a pas voulu briguer un quatrième mandat. Basée à Paris, l'OIF compte une soixantaine de membres et 20 observateurs.